



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 22 au 26 juin 2026

Faits saillants

- Japon : le yen proche de son plus bas niveau depuis 40 ans
- Japon : les interventions de change durant la *Golden week* se sont traduites par une baisse de -5,6 % des réserves en mai
- Corée du Sud : Le fournisseur d'indices MSCI maintient la Corée du Sud parmi les marchés émergents

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 26/06	Var. vs. 19/06
<i>USD/JPY</i>	161,7	+0,26 %
<i>USD/KRW</i>	1 540	+0,83 %
<i>Nikkei 225</i>	69 361 pts	-2,65 %
<i>KOSPI</i>	8 411 pts	-7,08 %
<i>JGB 10 ans</i>	2,603 %	-4 pbs
<i>KTB 10 ans</i>	4,138 %	-4,7 pbs

Japon

Macroéconomie

Investissement | La Première ministre S. Takaichi a présenté le 24 juin une feuille de route d'investissement public-privé cumulé de plus de 370 000 Mds JPY (2 013 Mds EUR) à horizon 2040, répartie sur les 17 secteurs stratégiques, précédemment identifiés. Les enveloppes les plus larges seront consacrées à l'IA physique pour 10 500 Mds JPY (57 Mds EUR) les semi-conducteurs pour 68 000 Mds JPY (370 Mds EUR), et les communications sans fil de dernière génération pour 20 500 Mds JPY (111 Mds EUR). La répartition entre financement public et privé n'a pas été précisée à ce stade, le gouvernement évoquant une contribution publique pouvant atteindre 10 000 Mds JPY (54 Mds EUR) par an. Concrètement, le budget initial de l'exercice fiscal 2027 instaurera une nouvelle catégorie budgétaire dédiée, le « Cadre d'investissement pour un Japon fort et prospère », dont la taille et la part financée par le budget général seront précisées lors de l'élaboration du budget, plus tard dans l'année. Ce cadre permettra de sécuriser des financements pluriannuels destinés à stimuler l'investissement privé et la croissance de long terme, les ministères étant autorisés à formuler leurs demandes budgétaires sans les plafonds de dépenses habituels. Les dépenses jugées stratégiques pour la sécurité économique seront, quant à elles, gérées séparément via des comptes spéciaux dédiés. D'importantes questions de financement restent toutefois en suspens. Le gouvernement a publié en parallèle des projections budgétaires à horizon 2040, sur lesquelles repose la

trajectoire de désendettement promise : dans le scénario optimiste, une croissance réelle proche de 1,8 % dans les années 2030 permettrait ainsi une baisse continue du ratio dette/PIB, contre une nouvelle dégradation dès les années 2030 dans un scénario où les effets du plan resteraient limités. Plusieurs économistes, dont ceux de *Nomura Research Institute*, jugent ces hypothèses trop optimistes au regard de la croissance réelle moyenne du Japon sur les quinze dernières années (0,7 %) et du caractère systématiquement déçu des précédentes projections gouvernementales, le *Cabinet Office* reconnaissant lui-même une « incertitude considérable ».

PMI | Les enquêtes PMI de juin confirment une accélération de l'activité au Japon. L'indice manufacturier a progressé à 54,9 (contre 54,5 en mai), porté par les nouvelles commandes à leur plus haut niveau en plus de quatre ans, en partie liées à un mouvement de constitution de stocks par précaution face aux risques de pénuries et de hausses de prix liées au conflit au Moyen-Orient. L'emploi manufacturier a crû à son rythme le plus rapide depuis plus de huit ans. Le PMI des services s'est également redressé à 51,8 (contre 50,0 en mai), sous l'effet d'une demande domestique solide. Ce regain d'activité s'accompagne de pressions inflationnistes persistantes et de plus en plus diffuses dans l'économie. Les coûts des intrants manufacturiers ont augmenté à un rythme quasi inédit depuis le début de l'enquête en 2007. Cette dynamique se confirme également côté services : l'indice des prix à la production des services a progressé de 3,3 % en g.a. en mai, du fait de l'augmentation de 61,8 % du coût du transport maritime de marchandises et de 17,3 % du tarif du transport aérien international de passagers, conséquence de la hausse des coûts du carburant liée au conflit au Moyen-Orient.

Secteur financier

Marché des changes | Le yen est resté proche de son plus bas niveau depuis 1986 cette semaine, évoluant autour de 161-162 JPY pour 1 USD, à proximité du seuil de 161,96 JPY qui marquerait son plus faible niveau depuis 40 ans. Cette nouvelle vague de dépréciation s'accompagne d'un changement de tactique de communication des autorités: la ministre des Finances S. Katayama s'est contentée de réaffirmer la formule habituelle selon laquelle Tokyo « répondra de façon appropriée aux mouvements de change à tout moment », sans recourir aux avertissements plus fermes employés par le passé. Le vice-ministre des Finances, A. Mimura, en charge des relations internationales, dont les déclarations sont généralement perçues par les marchés comme des signaux plus délibérés, est resté silencieux depuis début mai, son dernier avertissement, jugé très explicite, ayant conduit les opérateurs à déboucler leurs positions vendeuses sur le yen avant même l'intervention, en atténuant ainsi l'impact. Au vu de l'importance des positions actuelles spéculatives nettes vendeuses sur le yen (plus de 150 000 contrats), certains analystes pensent que les autorités pourraient privilégier un plus fort effet de surprise en cas de nouvelle intervention. Début mai, Tokyo avait dépensé un montant record de 11 700 Mds JPY (64 Mds EUR) lors de ses interventions, entraînant une baisse de -5,6 % des réserves de change sur le mois. Un projet du gouvernement, dévoilé cette semaine, prévoit d'étudier les modalités d'amélioration de la gestion des réserves de change (1 300 Mds USD, majoritairement en bons du Trésor américain). Si certains parlementaires proposent de les intégrer à un fonds souverain pour en améliorer le rendement, plusieurs responsables gouvernementaux jugeraient cette refonte irréaliste, les réserves devant demeurer mobilisables pour de futures interventions de change. Plusieurs économistes notent par ailleurs qu'une réelle optimisation impliquerait de vendre des bons du Trésor US, une option peu compatible dans la relation avec Washington.

Secteurs non financiers

Robotique | Le gouvernement a annoncé, dans le cadre de la feuille de route présentée par la Première ministre S. Takaichi le 24 juin, viser 10 500 Mds JPY (57 Mds EUR) d'investissements publics et privés dans l'IA physique d'ici 2040. Cette annonce intervient alors que le

gouvernement japonais cherche à développer les capacités du pays en termes de robotique, intégrant des solutions d'IA (« IA physique »). Le Japon compte sur ce nouvel axe de la robotique pour soutenir un vaste champ de secteurs d'activité, comprenant, entre autres, les soins aux personnes âgées, le transport autonome ou encore l'automatisation des usines. L'attention portée sur l'IA physique intervient dans un contexte démographique difficile pour le Japon, concurrencé de surcroît par la Chine, qui représente 54 % des robots industriels dans le monde en 2026, et plus de 80 % des robots humanoïdes.

Dialogue IA 2026 | Le 19 juin 2026 s'est tenue, à Paris, la 1^{ère} édition du dialogue France-Japon de haut niveau sur l'intelligence artificielle (IA), sous l'égide des Ministères des Affaires étrangères français et japonais, en présence d'officiels de plusieurs administrations des deux pays. Cette rencontre a été l'occasion d'un échange de vues sur les futures orientations nationales en matière d'IA, ainsi que de sujets connexes comme les technologies à double-usage alimentées par IA et l'utilisation de l'IA dans le secteur de la défense. La discussion intergouvernementale a été suivie d'une session avec des entreprises japonaises et françaises de l'IA, parmi lesquelles *Preferred Networks*, *Sakana AI*, *SoftBank* côté japonais. Cette réunion s'inscrit dans la continuité de la visite officielle du Président de la République E. Macron au Japon en avril 2026, à l'occasion de laquelle une feuille de route France-Japon avait été signée sur la coopération en matière d'IA. Elle fait également suite à l'annonce faite par *SoftBank* durant l'édition 2026 de *Choose France* d'investir 75 Mds EUR en datacenters en France.

Datacenters | Le président et directeur des opérations (COO) du fonds d'investissement américain *Blackstone* a annoncé cette semaine son intention d'investir 30 Mds EUR (26 Mds EUR) dans les datacenters au Japon sur les cinq prochaines années. *Blackstone* a également fait part de son intention de doubler les capacités combinées des datacenters qu'elle développe au Japon, de 500 mégawatts actuellement à 1 gigawatt, équivalent aux capacités d'un réacteur nucléaire. Cette annonce intervient alors que les autorités entendent développer les capacités de l'Archipel en matière d'IA et placer le pays parmi les leaders mondiaux de l'IA.

Plan régional de croissance | Dans le prolongement de sa stratégie de croissance de souveraineté industrielle articulée autour du renforcement de 17 filières stratégiques, le gouvernement a présenté les premières orientations de son plan de développement de pôles industriels régionaux, dont l'objectif consiste à favoriser les investissements industriels et les inscrire dans une logique de revitalisation territoriale. Le gouvernement central, via les bureaux régionaux du METI, aura spécifiquement la charge de décliner cette politique industrielle pour les 17 secteurs stratégiques retenus, alors que le périmètre d'intervention des préfectures et municipalités couvrira les autres activités économiques non couvertes par ces filières. Les outils mobilisables, dont les détails n'ont pas été communiqués, s'appuieront notamment sur l'identification des besoins d'assouplissement réglementaire, des financements concessionnels par des banques publiques en soutien aux porteurs de projets et l'adoption de mesures de renforcement de l'attractivité du territoire via le développement d'infrastructures énergétiques et de transport. L'objectif d'équilibre entre développement des 17 secteurs stratégiques et soutien à l'aménagement territorial repose néanmoins sur l'existence préalable de facteurs de compétitivité dont la présence d'une main-d'œuvre qualifiée, d'infrastructures adaptées, ainsi que d'approvisionnement énergétique stable et suffisant. Or ces conditions préalables se heurtent à des contraintes structurelles fortes, au premier rang desquelles l'exode rural et le vieillissement démographique, qui pèsent sur la capacité d'attraction et de développement de nombreux territoires ruraux.

Corée du Sud

Secteur financier

Marchés de capitaux | Dans sa revue annuelle de classification, MSCI a maintenu la Corée du Sud dans la catégorie des marchés émergents et a de nouveau refusé de l'inscrire sur la liste de surveillance préalable à une éventuelle reclassification parmi les marchés développés. Le fournisseur d'indices estime en effet que plusieurs obstacles à l'accessibilité du marché demeurent, relevant notamment l'absence d'un marché *offshore* pleinement livrable pour le won, une liquidité insuffisante sur le marché des changes en dehors des heures traditionnelles de cotation, le recours limité aux comptes omnibus et aux transferts en nature, ainsi que la persistance de certaines contraintes opérationnelles liées au régime des ventes à découvert et aux exigences de préfinancement des transactions. Cette décision intervient alors que le gouvernement a engagé un vaste programme de réformes destiné à répondre aux critères de MSCI. Selon le ministère de l'Économie et des Finances, 25 des 39 mesures prévues ont déjà été mises en œuvre, notamment en matière de divulgation d'informations en anglais, d'accès aux produits dérivés et de simplification des procédures pour les investisseurs étrangers. L'extension des horaires du marché des changes doit entrer pleinement en vigueur début juillet, tandis qu'un dispositif de règlement offshore du won est attendu en 2027. MSCI a indiqué qu'il continuerait de suivre la mise en œuvre des mesures destinées à améliorer l'accessibilité du marché coréen, tout en rappelant qu'une éventuelle consultation en vue d'un reclassement supposerait la résolution des obstacles identifiés.

Secteurs non-financiers

Financement stratégique – semi-conducteurs | *SK hynix* a annoncé le 24 juin son intention de lever 45 450 Mds KRW (29 Mds USD) par le biais d'une cotation au Nasdaq à compter du 10 juillet, via l'émission de 17,79 millions de nouvelles actions sous forme d'*American Depositary Receipts* (ADR). Cette opération vise à élargir sa base d'investisseurs internationaux, à renforcer sa présence sur le marché financier américain et à soutenir son positionnement mondial dans le secteur des semi-conducteurs et de l'IA. Bénéficiant de la forte demande en puces destinées aux applications d'IA, notamment en tant que fournisseur majeur de *Nvidia*, *SK hynix* a enregistré une forte progression boursière ces derniers mois, sa capitalisation ayant dépassé temporairement celle de *Samsung Electronics* le 22 juin. Les fonds levés serviront principalement au financement de nouvelles capacités de production, comprenant notamment une usine de semi-conducteurs à Yongin, une unité de conditionnement avancé à Cheongju et l'acquisition d'équipements de fabrication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr